

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

TIER 1 | USCIRF-RECOMMENDED COUNTRY OF PARTICULAR CONCERN (CPC)

La Commission américaine sur la liberté religieuse dans le monde (USCIRF) est une commission indépendante bipartite du gouvernement américain qui observe les libertés de religion et de croyance dans le monde. Créée en 1998 par la Loi sur la liberté religieuse internationale (IRFA), l'USCIRF se base sur les normes internationales pour surveiller les violations de la liberté de religion et fait des recommandations stratégiques au Président, au Secrétaire d'État et au Congrès. L'USCIRF est une entité distincte et différente du Département d'État américain. Le Rapport annuel 2019 est l'aboutissement d'une année de travail par les commissaires et le personnel en vue de consigner les abus sur le terrain et de formuler des recommandations stratégiques indépendantes à l'intention du gouvernement américain. Le Rapport annuel 2019 couvre la période allant de janvier à décembre 2018. Toutefois, dans certains cas, il est fait mention d'événements de grande importance survenus avant ou après cette période. Pour des compléments d'information sur l'USCIRF, consultez le site web [ici](#) ou contactez l'USCIRF directement au +1-202-523-3240.

République Centrafricaine

Principaux constats : Les conditions de la liberté religieuse en République Centrafricaine (RCA) se sont dégradées en 2018. Les groupes armés continuent à contrôler environ 80 % du pays ; ils se battent pour le contrôle des ressources et du territoire et attaquent les civils et les communautés en raison de leur identité religieuse et ethnique, notamment par des attaques à grande échelle ciblant des lieux de culte. L'infrastructure en général, et les routes en particulier, sont en très mauvais état, ce qui ralentit le mouvement des forces de sécurité et des intervenants de l'aide humanitaire dans le pays. Le manque de protection et de financement inquiètent également les représentants du gouvernement qui sont incapables d'entrer en contact avec de nombreuses communautés. En mai 2018, au moins 15 personnes ont été tuées lors de l'attaque de Notre Dame de Fatima à Bangui et en novembre, au moins 112 civils, dont deux prêtres, ont été tués lors de l'attaque d'un camp de réfugiés près de la cathédrale catholique d'Alindao par un groupe armé. De plus, en 2018, le gouvernement n'a apparemment pas encore pris de mesure pour reconstruire ou restaurer les centaines de mosquées détruites lors de la flambée de violence sectaire de 2014. La marginalisation des musulmans perdure, ainsi que les limites sur leur libre circulation et leur manque de représentation au sein du gouvernement. Les efforts de justice et de réconciliation sont également au point mort et la culture actuelle de l'impunité en ce qui concerne les violations des droits de l'Homme et de la liberté de religion compromet les efforts de stabilité et de réconciliation à long terme. Le gouvernement centrafricain a refusé d'admettre l'ampleur des problèmes de liberté de religion et n'a pas fait preuve de la volonté nécessaire pour les résoudre dans la mesure de ses moyens.

En conséquence de ces violations systématiques, continues et flagrantes de la liberté de religion, l'USCIRF recommande de nouveau en 2019 que la RCA soit désignée comme « pays particulièrement préoccupant » ou CPC selon la Loi sur la Liberté Religieuse Internationale (IRFA), comme déjà chaque année depuis 2015. Le département d'État américain n'a pas désigné la RCA comme CPC.

Recommandations à l'intention du gouvernement américain :

- Accroître son engagement auprès des autorités centrafricaines, des Nations Unies (l'ONU) et des donateurs internationaux afin de s'assurer que les thèmes de la fin de la violence sectaire et de l'impunité, de l'intensification des efforts de réconciliation interconfessionnelle, et de la garantie des droits des minorités à la liberté de religion soient abordés et appuyés lors de tout échange avec les parties prenantes ;
- Intensifier les efforts pour que les auteurs de violations des droits de l'Homme répondent de leurs actes, notamment en :
 - Collaborant avec le Conseil de sécurité de l'ONU pour sanctionner les membres des groupes armés coupables d'avoir organisé la violence sectaire, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité, ou d'y avoir pris part ; et en
 - Finançant les programmes qui visent à rétablir et professionnaliser le système judiciaire centrafricain, et à soutenir la Cour Pénale Spéciale (CPS).
- Faire pression sur les autorités centrafricaines et les encourager à prendre des initiatives afin de s'assurer que les musulmans du pays ont un avenir dans le pays, en :
 - Participant à la reconstruction des mosquées et sites musulmans détruits ;
 - Incluant les musulmans dans l'administration du pays, les forces de sécurité et la police ;
 - Assurant le retour des musulmans réfugiés et déplacés internes (PDI) chez eux ; et
 - Développant les initiatives de réconciliation et de dialogue interconfessionnel en zones rurales ; et en
- Augmentant le financement des initiatives de paix et de sécurité ; renforçant l'aide humanitaire apportée aux réfugiés, PDI, rapatriés, ainsi que pour les projets de reconstruction ; et en collaborant avec les acteurs du secteur humanitaire pour recueillir des données démographiques religieuses afin de mieux protéger la liberté de religion et les droits des minorités.

Contexte

République Centrafricaine

Nom complet : République Centrafricaine

Gouvernement : République présidentielle

Population : 5 745 062

Religions/cultes reconnus par l'État : Sans objet

Appartenances religieuses* :

35 % Religions traditionnelles

25% Protestants

25% Catholiques

15% Musulmans

(les croyances animistes sont également intégrées dans les pratiques chrétiennes et musulmanes.)

*Estimations calculées selon les données du CIA World Factbook

Selon l'indice de développement humain de l'ONU, la République Centrafricaine est classée parmi les derniers pays (188^e sur 189) et l'état déplorable de son infrastructure constitue un obstacle au développement de son système éducatif, de mesures de sécurité et de son économie. La RCA figure également au dernier rang de l'indice de la faim dans le monde (119^e sur 119) et une majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté internationale. La RCA a été marquée par une série de coups et de problèmes au niveau du gouvernement et de la sécurité dans les années 60, et par l'une des crises les plus profondes qui a commencé à la fin 2012 et a engendré une flambée des violations des droits de l'Homme, notamment de violations de la liberté de religion. Les chrétiens représentent environ 50 % de la population (pratiquement à moitié protestants et à moitié catholiques romains) et les musulmans représentent 15 % de la population. Les identités religieuses en RCA sont syncrétiques à bien des égards. En effet, dans tout le pays, les croyances traditionnelles sont intégrées dans la pratique de la religion et dans la vie quotidienne des gens. Bien que les gens s'identifient le plus souvent selon leur groupe ethnique ou tribal, l'identité religieuse est importante pour de nombreux Centrafricains et les chefs religieux exercent une grande influence dans la société.

Pendant des décennies, les ressentiments ethniques et religieux ont contribué à l'exacerbation du mécontentement économique et politique, et sont étroitement liés à ces revendications. Ces problèmes se sont intensifiés en 2013 lorsque les milices majoritairement musulmanes de la Séléka renversent le gouvernement du Président chrétien François Bozizé. À la suite des atrocités commises principalement contre les populations non musulmanes pendant le coup, y compris par les combattants mercenaires tchadiens et soudanais, des groupes anti-balaka (anti-machette) majoritairement chrétiens se sont formés et ont attaqué en représailles des civils qui leur semblent être musulmans ou d'un groupe ethnique allié à la Séléka. Les groupes armés « ex-séléka », « anti-balaka » ou d'« autodéfense » ont par la suite évolué et mené des attaques contre

des communautés et des lieux de culte en raison de leur identité religieuse. Le conflit sectaire a intensifié des relations déjà hostiles entre groupes religieux, enflammé le dialogue, déplacé plus d'un million de personnes, fait des milliers de morts et contribué à la destruction de 417 des 436 mosquées du pays. En décembre 2014, la [Commission d'enquête des Nations Unies \(COI\) sur la République Centrafricaine a publié un rapport](#) concluant à des « pratiques de nettoyage ethnique commis par les anti-balaka dans les régions où vivaient les musulmans » et des représentants de l'ONU ont mis en garde contre un risque de génocide. Dans certains cas, les musulmans sont forcés de se convertir au christianisme ou de dissimuler leur identité religieuse pour se protéger des attaques par les anti-balaka. En réaction à cette crise, l'ONU a déployé la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine ou [MINUSCA](#) en 2014. À la fin de la période couverte par ce rapport, elle avait un effectif de plus de 14,000 personnes dans le pays. En 2015, sous la présidence par intérim de Catherine Samba-Panza, la Cour Pénale Spéciale (CPS) a été créée pour documenter et juger les violations des droits de l'Homme commises depuis 2013. Le Forum de réconciliation nationale de Bangui a ouvert la voie à l'élection du Président Faustin-Archange Touadéra en 2016. La RCA a adopté une nouvelle constitution en 2016 qui garantit la liberté de religion et de croyance, et interdit le fondamentalisme et l'intolérance religieuse. Néanmoins, le respect de l'État de droit et l'application de la loi sont toujours des problèmes fondamentaux.

Au total, environ 2,5 millions de personnes connaissent des besoins d'aide humanitaire. Selon l'ONU, il y avait [640 969](#) DPI en RCA à la fin 2018, ainsi que des centaines de milliers de réfugiés dans les pays limitrophes (Cameroun, République démocratique du Congo et Tchad). La mise à jour des données démographiques religieuses est un sujet délicat et ces données sont dans une large mesure inexistantes, notamment les statistiques sur le nombre de musulmans rapatriés en RCA ou le nombre de musulmans et de chrétiens dans les camps de PDI.

Outre l'ONU, plusieurs acteurs externes sont intervenus en RCA, notamment l'Union Africaine, la France et la Russie, dans le cadre de divers objectifs de paix et de sécurité. Après la fin de la période couverte par ce rapport, le 6 février 2019, des chefs de groupes armés ont signé un nouvel accord de paix au Soudan qui comprend un engagement envers la liberté de religion et les droits de l'Homme.

Conditions de la liberté religieuse en 2018

Violence sectaire et nettoyage ethnique sur la base de critères religieux : En 2018, des chefs de groupes armés, ainsi que des représentants du gouvernement, continuaient à exploiter et manipuler les questions d'identité ethnique et religieuse pour attiser délibérément les conflits pour des raisons d'appartenance religieuse afin de servir leurs intérêts politiques et économiques. Cependant, le conflit est toujours aussi complexe et la religion n'est que l'un des facteurs de ce conflit. En raison de la lutte pour le contrôle des vastes ressources minières et des territoires

riches en minerais, il n'est pas toujours possible de déterminer si certaines communautés et certains sites ont été attaqués en raison de leur identité religieuse et ethnique ou pour d'autres raisons. Les organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales ont également mis l'accent sur l'impact des discours haineux et de l'incitation à la violence qui divisent les communautés centrafricaines selon des lignes confessionnelles. Pour la première fois, en janvier 2018, le Conseil de sécurité de l'ONU a ajouté la possibilité de sanctions envers les individus ou entités « qui commettent des actes d'incitation à la violence, en particulier à motivation ethnique ou religieuse » dans le cadre du [renforcement des sanctions existantes](#) pour la RCA.

Depuis la formation des groupes armés selon des lignes confessionnelles en 2013 et 2014, de nombreuses alliances ont changé : certains groupes ont fusionné avec des groupes de la même appartenance religieuse alors que des affrontements entre factions de même identité religieuse ont eu lieu. Néanmoins, une nouvelle flambée d'attaques contre des civils en raison de leur appartenance religieuse s'est produite l'année dernière. Les groupes armés ont fréquemment attaqué des civils et des camps de PDI en représailles ou parce qu'ils étaient convaincus que le camp hébergeait des ennemis combattants. En mars, le prêtre catholique Joseph Désiré Angbabata a été assassiné alors qu'il tentait de protéger les réfugiés se trouvant dans l'enceinte de son église à Bambari. En mai, dans la capitale, Bangui, au moins 15 personnes, dont un prêtre, ont été tuées lors d'une attaque contre Notre-Dame-de-Fatima et des affrontements qui ont suivi. Des civils auraient porté le corps du prêtre vers le palais présidentiel pour exprimer leur colère. En juillet, le vicaire général du diocèse de Bambari a été assassiné, apparemment par des membres de l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), la milice ex-séléka majoritairement musulmane.

Le 15 novembre, des combattants de l'UPC et des civils musulmans ont attaqué, incendié et pillé un camp de PDI de la mission catholique d'Alindao. Le conflit sectaire s'est intensifié plusieurs fois au cours des sept dernières années à Alindao, et chrétiens et musulmans ont vécu séparément tout au long de l'année 2018. Les forces de la MINUSCA n'ont pas pu protéger le camp et auraient même laissé les combattants anti-balaka s'y installer, exposant ainsi les PDI à un risque accru. Les défenseurs des droits de l'Homme et les acteurs du secteur humanitaire ont annoncé, dans un premier temps, qu'entre 70 et 100 personnes, dont deux prêtres, avaient été tuées lors du massacre et que la destruction du camp avait affecté plus de 18 000 personnes. [L'enquête de la MINUSCA](#) a révélé qu'au moins 112 civils ont été tués lors de cet incident. En décembre, un camp de PDI du diocèse catholique d'Ippy a également été attaqué. Pendant l'année, des incidents de violence sectaire se sont également produits, notamment à Bambari, Batangafo et Bria, et ont occasionné des morts supplémentaires, la destruction de propriétés et le déplacement de milliers de civils.

Pratiques néfastes et violence sectaire : Ces dernières années, les enfants centrafricains ont également été ciblés en raison de leur religion ou affiliation communautaire apparente ; en 2018, ils faisaient toujours l'objet d'agressions brutales, ainsi que de recrutement forcé et d'esclavage par les groupes armés.

En 2018, les mauvais traitements infligés aux personnes accusées de sorcellerie sont toujours très préoccupants. Les individus accusés de sorcellerie sont parfois enterrés vivants ou tués d'une autre manière par leurs concitoyens, ou arrêtés par les autorités et traduits en justice. En 2018, à la prison pour femmes de Bimbo à Bangui, au moins 20 femmes étaient apparemment incarcérées pour des pratiques de charlatanisme et sorcellerie. Les combattants anti-balaka ont également ciblé des civils soupçonnés de pratiquer des actes de sorcellerie. Les femmes, les enfants, les pygmées et les personnes âgées sont les plus susceptibles d'être victimes d'accusations non fondées de sorcellerie en RCA.

Discrimination contre les musulmans : En 2018, les musulmans font toujours l'objet de marginalisation, discrimination et restrictions imposées à leur liberté de circulation dans le pays. Étant donné le déplacement et le massacre de la majeure partie de la minorité musulmane en RCA ces quatre dernières années, le nombre de musulmans qui sont toujours dans le pays est inconnu. Historiquement, les musulmans ont fait face à une discrimination sociale et structurelle avec une faible représentation au sein du gouvernement et un accès réduit aux soins de santé, à l'éducation et aux pièces d'identité. Les populations musulmanes habitent souvent dans des enclaves séparées, comme par exemple à Bangui où la majorité des musulmans vivent dans le quartier PK5. À Bangassou, des musulmans se trouvent toujours dans l'enceinte d'une église catholique où ils s'étaient réfugiés à la suite d'une attaque par des combattants anti-balaka en 2017, et les chefs religieux ont joué un rôle majeur pour protéger les civils. En avril 2018, deux des chefs religieux les plus influents en RCA—le cardinal Dieudonné Nzapalainga, archevêque de Bangui, et l'imam Oumar Kobine Layama, président de la Communauté islamique centrafricaine (une ONG)—ont négocié un accord entre les groupes armés pour garantir que les civils peuvent se déplacer en toute sécurité à l'extérieur du camp.

Lors de la [visite](#) de l'USCIRF en RCA en 2017, des membres haut placés du gouvernement ont dénigré les inquiétudes exprimées quant à la sécurité des musulmans ; ils ont également refusé de reconnaître la dynamique religieuse du conflit et d'admettre que le conflit ait provoqué des violations flagrantes du droit à la liberté de religion. Des rapports publiés par des ONG en 2018 laissent à penser que peu de mesures ont été prises par le gouvernement pour résoudre ces problèmes.

Pays, justice et réconciliation : En 2018, des progrès ont été réalisés pour mettre un terme à l'impunité et rétablir la paix et la justice en RCA. L'Union Africaine dirige le processus de paix, bien que des efforts se soient développés parallèlement en raison de l'échec des accords conclus

précédemment. Les groupes armés ont continué à se rencontrer et à négocier en 2018. L'accord le plus récent est [l'accord de paix signé](#) en février 2019—après la fin de la période couverte par ce rapport—à Khartoum, Soudan, qui a suscité un regain d'optimisme. L'accord identifie le rôle destructeur que l'exploitation à des fins politiques des identités ethniques et religieuses a eu dans le pays, et les signataires ont réitéré leur engagement envers le respect des libertés fondamentales, notamment de la liberté de religion et des droits de l'homme connexes. Cependant, l'accord a rapidement rencontré des difficultés. Les chefs religieux ont également continué leur engagement dans d'autres efforts de promotion de la paix entre les groupes religieux et d'arrêt de la violence. Ils exercent une grande influence politique et une autorité considérable dans la population et certains de leurs efforts de consolidation de la paix ont réussi au niveau local.

L'effectif de la CPS, un mécanisme judiciaire hybride créé en 2015, n'a été au complet qu'en 2017 et, par conséquent, les enquêtes sur les violations des droits de l'Homme n'ont pu commencer qu'en octobre 2018. Avant que la CPS ne soit opérationnelle, le chef des anti-balaka, Rodrique Ngaibona, a été reconnu coupable en janvier 2018 par la Cour criminelle de Bangui—la première condamnation de ce type depuis le début du conflit actuel. En 2018, la MINUSCA a également arrêté des membres des milices accusés de violations des droits de l'Homme.

En novembre 2018, Alfred Yékatom, commandant des anti-balaka et connu sous le nom de « Rambo », a été arrêté en RCA et extradé vers la Cour Pénale Internationale (CPI). [Son mandat d'arrêt](#) et les infractions qui lui sont reprochées concernent des attaques contre la population civile et contre des bâtiments en raison de leur identité religieuse et font références aux « déclarations violentes et incendiaires », aux ordres donnés à ses subordonnés de « tuer les séléka et les musulmans » et « de détruire les maisons des musulmans pour qu'ils retournent dans leur pays », et d'autres ordres ordonnant l'attaque de mosquées, des tortures et des meurtres. Il ne s'agissait cependant que de la deuxième arrestation d'un chef anti-balaka par la CPI. Les associations de défense des droits de l'Homme continuent à demander que l'État de droit soit respecté et que les auteurs soient traduits en justice.

Politique américaine

Les États-Unis entretiennent des relations diplomatiques avec la RCA mais pendant la majeure partie de la période couverte par ce rapport, le poste d'ambassadeur était resté vacant ; Lucy Tamlyn a été nommée ambassadeur des États-Unis en République centrafricaine en juillet 2018 et sa nomination a été validée par le Sénat en janvier 2019, après la fin de la période couverte par ce rapport. Les États-Unis, principal bailleur de fonds humanitaires en RCA, ont continué à fournir une aide pour les opérations de consolidation de la paix et la réforme du secteur de la sécurité. En décembre, les États-Unis se sont prononcés en faveur du renouvellement de la mission de la MINUSCA. En 2018, les États-Unis ont également fourni une aide pour des

initiatives de consolidation de la paix et de gestion des ressources naturelles, comme par exemple le financement du [Partenariat interconfessionnel pour la consolidation de la paix en Centrafrique](#) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et d'autres initiatives visant plus particulièrement les divisions et la haine en raison de l'appartenance religieuse. Les États-Unis ont continué à soutenir l'initiative de paix dirigée par l'Union Africaine.

En mai 2018, la Maison Blanche a diffusé un [communiqué de presse](#) sur les actes de violence à l'encontre de civils sur la base de critères religieux et invite les membres du gouvernement et des forces de sécurité à protéger tous les citoyens, indépendamment de leur religion. Le 10 mai 2018, le Président Donald J. Trump [a déclaré](#) a déclaré que l'état d'urgence en RCA mis en œuvre en raison des problèmes de sécurité par le [Décret présidentiel 13667 de 2014](#) serait renouvelé d'un an. Le décret 13667 impose des sanctions contre les personnes identifiées comme contribuant au conflit en RCA, notamment les responsables d'attaques contre des lieux de culte ou des lieux dans lesquels les civils se réfugient.